



ASIE/INDE - Enlèvement et viol de quatre jeunes filles, élèves d'une école chrétienne

Ranchi (Agence Fides) – Quatre jeunes filles issues des populations tribales qui fréquentent une école chrétienne du village de Labda, dans la zone de Pakur, dans l'Etat indien du Jharkhand, ont été enlevées de nuit dans leur dortoir et violées par un groupe de plus de vingt hommes masqués. Le récit effroyable de ce cas – qui a eu lieu le 14 juillet mais a été porté à l'attention de l'Agence Fides seulement maintenant par l'ONG locale Catholic Secular Forum – ramène l'attention sur le phénomène du viol indiscriminé et impuni en Inde. Les jeunes filles, toutes âgées de 12 à 14 ans, appartiennent à la tribu paharia et sont actuellement hospitalisées.

Selon la reconstruction des faits parvenue à Fides, le 14 juillet à 23h00, environ 25 hommes armés de couteaux et masqués ont fait irruption dans l'école professionnelle gérée par l'église évangélique de l'Inde sise à Pakur.

L'édifice accueille et assure l'instruction et la formation professionnelle de quelques 135 élèves, appartenant en majorité à des familles tribales ou à des groupes marginalisés, dont 60 ayant moins de 14 ans. L'école ne dispose pas de mesures de sécurité et, se trouvant sur une colline, elle est plutôt isolée. Dans le cadre d'une expédition organisée, les intrus ont rapidement lié et bâillonné quatre enseignants présents dans l'école avant d'enlever les quatre jeunes filles et de les violer pendant plus de deux heures, les relâchant ensuite à 01h00.

La direction de l'institut a informé la police qui a emmené les jeunes filles à l'hôpital de Pakur, en promettant de faire tout le possible « pour retrouver et punir les coupables de ce crime effroyable ».

Le Père Faustine Lobo, Directeur des Œuvres pontificales missionnaires en Inde, se déclarant « attristé et amer suite à ce énième cas de viol » commente ainsi le fait à Fides : « D'un côté, il existe une plus grande conscience dans la société du problème du viol, qui n'est plus caché. Par le passé, des cas de ce genre demeuraient inconnus, surtout à cause de la honte des victimes et de la peur des familles impliquées. Aujourd'hui, ces cas font l'objet de plaintes et sont rapportés par les moyens de communication de masse, ce qui constitue déjà un premier signal positif. Le problème principal – poursuit le Père Lobo – est l'impunité. Les victimes privilégiées sont les jeunes filles appartenant à des groupes tribaux, dalits ou marginalisés, c'est-à-dire aux groupes les plus vulnérables et les plus faibles, qui ont peu d'influence sociale et politique et ne sont souvent pas en mesure de se défendre ».

Pour l'Eglise catholique, la solution consiste en une « plus étroite application des lois ». Le phénomène, explique le prêtre à Fides, n'est pas tant lié au communautarisme qu'aux « carences du système juridique et politique. Les lois en vigueur seraient utiles à prévenir et à punir de tels crimes mais elles ne sont pas appliquées surtout parce qu'à cause de la corruption, des fonctionnaires de police ou de l'administration complaisants couvrent ou enlèvent de tels cas. La certitude de la peine pourrait constituer un moyen de dissuasion contre le viol. Il s'agit d'un crime odieux qui dégrade la dignité de la femme que nous, en tant que chrétiens, défendons depuis toujours ». (PA)

(Agence Fides 20/07/2013)